

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES  
NATURELLES  
ET  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL  
HAÏTI

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE  
FAO/ ROME 3-5 JUIN 2008

DECLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE LA  
REPUBLIQUE D'HAÏTI, SON EXCELLENCE  
MONSIEUR FRANÇOIS SEVERIN

Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement,

Monsieur le Directeur général,

Mesdames, Messieurs les Délégués,

Monsieur le Président de la Conférence,

Le Président de la République d'Haïti, S.E. Monsieur René Garcia Préval que j'ai l'insigne honneur de représenter à cette tribune aujourd'hui m'a prié de faire part au Directeur Général de la FAO, le Docteur Jacques DIOUF, de son profond regret de ne pas pouvoir répondre à son invitation à participer à cette conférence d'une si grande importance pour le devenir des peuples des pays les moins avancés, dont de larges secteurs connaissent plus que tout autre les affres de l'insécurité alimentaire. Retenu au pays par les contingences difficiles de l'heure, il n'a pas pu faire le

déplacement. Il prie l'assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement et tous les participants d'excuser son absence.

Au nom du Président de la République d'Haïti, et en mon nom personnel, je présente mes plus vifs remerciements au Directeur Général de la FAO, le Docteur Jacques DIOUF qui, délaissant ses lourdes occupations, s'est empressé au mois d'avril dernier, de se rendre en visite en Haïti, pour évaluer personnellement la situation alimentaire du pays, à la suite des émeutes de la faim, qui ont été la cause de beaucoup de dégâts matériels et même de quelques pertes en vies humaines et nous aider à mobiliser les ressources nécessaires en vue de faire face de façon urgente à la situation.

Mesdames et MM,

Le thème central de cette conférence interpelle particulièrement les petits pays insulaires comme Haïti qui sont confrontés aux défis du changement climatique, à la montée vertigineuse des coûts du pétrole, à l'incidence des nouvelles pestes zoo-phytosanitaires et aux choix de certains pays de promouvoir la production intensive des biocarburants à partir des céréales de base, aux détriments des besoins primaires, du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire des pays pauvres, vers lesquels les surplus de ces produits sont généralement exportés.

Haïti, pays importateur net de produits alimentaires de base, pauvre en ressources énergétiques et financières, a subi pendant ces dernières décennies un recul très important de son secteur agricole par suite de certains choix politiques et économiques appuyant la globalisation et la libération des marchés au niveau mondial. L'une des conséquences néfastes de ces importations a été un changement significatif des habitudes alimentaires de la population.

En effet, la contribution du secteur agricole dans l'économie haïtienne est en constante diminution depuis ces deux (2) dernières décennies. De 37% au début des années 90, sa part au PIB réel est passée à 20% en 2003-2004. Néanmoins, l'agriculture reste la première source de création d'emplois et de richesse nationale.

Les dégâts causés par les désastres naturels des dernières années n'ont fait qu'aggraver la situation et augmenter l'insécurité alimentaire et la décapitalisation des classes défavorisées. La forte hausse des prix observés sur le marché national ayant conduit aux conflits sociaux et politiques d'avril 2008, est principalement due à la flambée des prix sur le marché international et la baisse de la production nationale de céréales et de légumineuses comestibles qui ne couvre plus que 45% des besoins. Cette situation a eu des conséquences sur toute la population, particulièrement sur les plus pauvres vivant en milieu rural et qui n'arrivent pas à produire assez d'aliments pour leurs propres besoins, ni disposer de revenus suffisants pour s'en procurer sur le marché.

Les données sur la pauvreté et les inégalités économiques et sociales en Haïti, révèlent que 76% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins de deux dollars américain (2,00US) par personne et par jour. En fonction des besoins et des potentialités des zones d'économie alimentaire (ZEA) définies dans les Profils des Modes de Vie en Haïti, l'on estime à 500.000, le nombre de familles vulnérables.

Pour faire face à cette situation et profiter des avantages portés par la formation des blocs des pays les moins avancés, le gouvernement haïtien a souscrit à l'initiative régionale « Amérique latine et la Caraïbe libérés de la Faim »(ALCSH). Le gouvernement s'est également inscrit comme bénéficiaire de « l'Initiative de la FAO contre la flambée des prix alimentaires » pour mobiliser 1.7 milliards de dollars américains en faveur des agriculteurs des pays pauvres, pour l'achat de semences, d'engrais

et autres intrants dont les prix ont plus que doublé depuis le début de cette année. De même le Gouvernement haïtien développe avec des partenaires locaux et internationaux un programme spécial de sécurité alimentaire, un programme d'auto-production d'aliments frais et un programme de relance de la production agricole. De plus, le gouvernement a pu trouver avec les importateurs de riz un consensus pour la diminution des prix de vente de ces produits.

Dans l'optique de combattre la pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire le gouvernement Haïtien devait à la fin du mois d'avril dernier présenter à la communauté des bailleurs, le « Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté » (DSNCRP) dont deux piliers majeurs sont la relance de l'agriculture et le développement rural. La conférence de lancement de ce document n'a pas pu être réalisée par suite des émeutes de la faim, mais elle sera organisée dans le meilleur délai possible.

Je veux, au nom du gouvernement haïtien, profiter de cette conférence pour lancer un appel à une plus grande solidarité envers le peuple haïtien qui ne veut plus être la lanterne rouge dans le groupe mondial des PMA.

Le gouvernement et les collectivités territoriales ont besoin d'un appui réel et significatif des principaux bailleurs de fonds, pour implémenter des projets porteurs de croissance économique et de développement en faveur du peuple haïtien tout en accordant une importance particulière à la cohérence et à la coordination des interventions.

Ils comptent sur votre volonté réelle de les supporter dans la concrétisation de leurs initiatives de développement qui ne peuvent plus attendre.

Je veux présenter les remerciements du gouvernement haïtien à tous les pays amis d'Haïti, notamment ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes et de certaines Institutions internationales qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour apporter leur solidarité au peuple haïtien dans ces moments difficiles.

Mesdames, Messieurs,

En octobre 2007 la FAO a lancé le concept du droit à l'alimentation. La situation vécue actuellement en Haïti et dans beaucoup de nos pays montre clairement que nous devons travailler tous ensemble pour faire de ce droit humain fondamental une réalité. En ce sens nous devons mettre la science et la technologie au service des peuples du monde entier pour la production alimentaire.

Cette situation démontre également que nous devons accorder une importance particulière à la recherche sur la biodiversité alimentaire de façon à diminuer la pression sur quelques espèces traditionnelles et profiter des opportunités offertes par d'autres espèces moins connues mais tout aussi capables de nous aider à relever les défis de l'insécurité alimentaire.

Nous devons également développer une mondialisation de la solidarité qui s'avère tout aussi importante pour le bien-être de nos peuples, dans le cadre d'un développement durable et la construction d'un monde libéré de la faim.

Je vous remercie.